

De la ville durable à la ville habitable : Expériences de participation instituées et dynamiques collectives autonomes à l'épreuve de l'écologie

Groupe de Recherche Action (GRAC) – R. ELIÇABE, A. GUILBERT, A.-S. HAERINGER, L. OVERNEY
Col·lectiu per a la Recerca Social i Autònoma (COPSAT) – M. DOÑATE SASTRE, R. MÁRQUEZ PORRAS, P. ROMERO NOGUERA

Responsables scientifiques A. Guilbert grac@cooprechercheaction.org, M. Doñate Sastre associaciocopsat@gmail.com

ENJEUX

Les réalisations des politiques environnementales en ville en passent par des investissements de forme spécifiques : bâtiments éco-compatibles, réduction des consommations d'énergie, modes de transport « doux ». Ces projets d'aménagement arrivent pour nombre d'entre eux dans une phase cruciale de leur développement : avant l'épreuve de leur durabilité, c'est d'abord, pour l'heure, celle de leur « habitabilité » qui est en jeu. Les collectifs qui nous intéressent se constituent dans de tels contextes, face à ces projets labellisés « durables », dans lesquels l'espace urbain alors reconfiguré doit fournir des prises aux « bonnes pratiques » des habitants en matière environnementale. Plus précisément notre recherche entend documenter comment les manières d'habiter la ville sont mises à l'épreuve de tels aménagements sur trois terrains spécifiques : par la mise en œuvre d'un projet d'écoquartier à Montreuil, la définition d'un « parc naturel » dans l'aire métropolitaine de Barcelone, et de manière plus ordinaire, dans le cadre de l'aménagement d'espaces verts ou de jardins partagés dans des espaces à haute densité de population à Toulouse.

Le deuxième enjeu majeur de la recherche consiste à mettre à l'épreuve l'hypothèse selon laquelle c'est souvent en dehors des processus de concertation que s'élaborent aujourd'hui de nouvelles définitions de ce qui pourraient être les formes de ville non seulement durable mais habitable.

TERRAINS

A Barcelone, les deux sites d'investigation se situent dans la montagne de Collserola jouxtant la capitale catalane : d'une part, le Consorci du Parc naturel de Collserola – l'entité publique qui gère le massif reconnu comme parc naturel en 2001 et à laquelle sont associés des processus de concertation ; d'autre part, le projet agroécologique du squat de Can Masdeu qui se situe dans ce même parc. Différentes activités prennent place dans ce lieu depuis son ouverture en 2001 : jardins communautaires autogérés, ateliers divers, fabrication de pains. Can Masdeu entretient des liens avec les habitants des quartiers voisins ainsi qu'avec les entités publiques et associatives qui participent à la gestion de Collserolla.

Du côté français, deux sites ont retenu notre attention : d'une part, à Toulouse, les Pavillons Sauvages, une ancienne caserne occupée illégalement depuis 2007 dans le quartier des Minimes. Ce lieu s'organise lui aussi autour d'une diversité d'activités ouvertes aux habitants du quartier (des concerts, mais aussi des jardins collectifs, une AMAP, ou encore un lieu d'accueil petite enfance) et se trouve traversé par différentes dynamiques écologiques ; d'autre part, la mise en œuvre d'un projet d'éco-quartier dans les Hauts-de-Montreuil, un des plus grands d'Europe, dans une « municipalité verte ». Dans ce cadre-là, nous nous sommes intéressés au dispositif de concertation associé, conduit par les Arpenteurs, une association reconnue pour défendre des principes participatifs. L'enquête a été surprise par l'émergence d'une diversité de collectifs qui ont fini par former une « coordination des habitants de Montreuil », réunissant des locataires, des propriétaires et des squatteurs. Cette forme naît dans le contexte des « grands projets » de la Ville et met au travail d'autres manières de penser la ville et l'écologie.

MÉTHODE

Le travail a été mené conjointement par une équipe lyonnaise et une équipe barcelonaise, l'une formée à la sociologie pragmatique, l'autre à l'anthropologie rurale, une composition collective qui introduit une pluralité de démarches d'enquête (observations, entretiens, analyse documentaire). En outre, les terrains situés en France et en Catalogne produisent des variations de contexte. Mais à la différence d'une stricte démarche comparative dont les résultats reposeraient sur la recherche d'invariants dans les phénomènes observés, l'enjeu consiste ici à rendre compte du caractère situé

des expériences, à repérer des formes de correspondance, de résonance et de variation entre elles.

PRINCIPAUX RÉSULTATS

Les critiques qu'adressent les collectifs rencontrés à la « ville durable » les obligent à s'engager dans une dynamique qui n'est pas d'abord celle de la conquête, mais de *l'habiter*. Lorsque la critique met en cause la capture d'un territoire par les politiques d'aménagement, elle ne cherche pas d'abord à s'opposer terme à terme à son objet, autrement dit à répondre à la conquête par la conquête. Mais elle oblige bien plutôt à expérimenter d'autres manières de se rapporter au territoire. En mettant l'accent sur l'activité de ceux qui interrogent et/ou mettent en cause différentes modalités par lesquelles advient pour eux la ville durable et les dispositifs de participation proposés par les institutions, notre recherche en vient à dégager trois opérations qui nous permettent de penser la politique et l'environnement comme indissociable, autrement dit de faire valoir une écologie politique.

Le premier résultat de la mise en crise de l'habiter par des projets urbains. Face à cette vulnérabilisation de l'habiter, les acteurs prennent la mesure du lien qui les attachent à leur environnement : un quartier, des coins de rue, une montagne. L'habiter apparaît alors comme étant toujours d'emblée un « habiter avec » ou un « cohabiter », qu'il s'agisse de cohabiter avec des voisins, ou avec des non-humains : forêts, buissons, chemins, pelouses ou rues goudronnées. La vulnérabilité rend la cohabitation manifeste parce qu'elle ouvre sur l'expression d'un souci, celui de ceux qui vivent là en tant qu'ils ne vivront peut-être bientôt plus là, suivant la manière dont les projets urbains redéfinissent les territoires et tranchent les questions de *qui* ou *ce qui* compte.

Le deuxième enjeu est explicitement porté par la coordination des habitants de Montreuil, dans son nom même : coordonner/se coordonner. Cette opération découle de la précédente et permet d'en souligner la charge politique : cohabiter, c'est tenir compte de ceux qui sont là sans avoir décidé par avance de *ceux* qui comptent et de *ce* qui compte. Coordonner, c'est arriver à faire exister sur un plan commun des valeurs, perceptions et usages radicalement différents les uns des autres, à entreprendre des actions conjointes sans ôter à chaque groupe son autonomie d'action et de pensée. *Se coordonner*, c'est donc co-ordonner les différentes manières d'habiter, mais c'est aussi redonner au monde rendu étranger voire hostile par les réaménagements des coordonnées permettant de s'orienter dans une ville en transformation, et partant, le faire advenir comme commun.

En cet endroit, nous rencontrons le troisième enjeu, celui de la communisation des espaces (équipements collectifs, espaces publics, terres agricoles), mais aussi des savoirs et savoirs-faire (environnementaux, agroécologiques). Ou c'est peut-être encore de communalisation dont il faudrait parler, comme le suggère la notion de « communaux » – au sens que ce terme a dans le monde rural : ces espaces qui n'appartiennent à personne, qui ne sont ni du domaine du « public », ni du domaine du « privé ». Bien loin que de redéfinir l'espace vert, la terre, les parcelles habitées en propriété – y compris en propriété d'usages –, les usages développés par les habitants des collectifs et les êtres qui leur sont associés (voisins, oiseaux, routes goudronnées, jardins) sont inappropriables, parce que de l'ordre de ces terres rurales qui servent aussi bien de lieu d'accès et de passage, que de chemins. Mais les « communaux » sont aussi du même coup ces espaces dont ceux qui sont sans terre peuvent user pour glaner, obtenir du fourrage et cultiver la terre.

Ces trois enjeux : cohabiter, coordonner, communiser ou communaliser, intriquent environnement et politique d'une manière qui interroge ce qu'il en est de la concertation ou encore de la participation à propos des questions environnementales. Il s'agit bien par là pour les collectifs qui nous ont intéressés, et qui dessinent une *politique de plein air*, d'engager une sortie de la participation telle que préfigurée au sein des dispositifs institués. Pour autant, ce qui est en jeu sur les terrains, est tout autre chose, d'une part, que la critique des dispositifs de participation, d'autre part, que la mise en œuvre de modalités alternatives de participation. Ce qui compte pour la coordination, les Pavillons Sauvages ou Can Masdeu, ce n'est pas de sortir du monde pour expérimenter en chambre d'autres modes de gouvernement des êtres, mais de *prendre part* au monde et de redécouvrir ainsi le sens fort du verbe participer. Prendre part, c'est composer avec ceux qui sont là mais qu'on n'attendait pas forcément ; plus particulièrement, en avoir le souci lorsque leur présence est mise à mal par les politiques de réaménagement.